www.lautre-afrique.com

L'AUTRE AFRIQUE

QUAND L'AFRIQUE S'ÉVEILLERA ...

MENSUEL INTERNATIONAL INDÉPENDANT D'INFORMATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITÉ N°086 - JUIN 2025

Prix : 2.000F CFA, 3,5 euro, 4,5 Dollars

BÉNIN 2060 ALAFIA

Le développement à l'horizon 2060

L'orientation budgétaire pour 2026 en débat

Donald Trump et la diplomatie du deal, une opportunité pour l'Europe

BIIC ONLINE

ENTREPRISE

Gérez votre trésorerie en ligne 24H/7

Pratique, sécurisée et gratuite

www.biiconline.com

www.biic-bank.com

@biicbank

BIIC
Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce

EDITORIAL

Par Romuald BOKO

Talon-Yayi : les maitres du jeu ?

Impavide, discret mais aussi très disert, le Président Talon apparaît incontestablement comme l'un des maitres du jeu. Avec toutes les cartes en mains, il gère, et l'opposition et la mouvance ; même la société civile a perdu son beau latin d'antan. Dans la galaxie politique béninoise, il n'y a point d'équation insoluble pour lui. C'est lui qui impose les règles du jeux – la classe politique étant à sa solde, mêmes les plus insoumis vieillards de la vieille garde -, il est tout simplement le chef d'orchestre, le maitre à penser, le réalisateur et en même temps le metteur en scène. Il est impossible de préjuger sur lui, de parier sur ses répertoires, ses moyens et ses pensées. Si vous l'attendiez par devant, il apparaîtra par derrière ; et si à l'inverse, vous l'espériez par l'arrière, le revoilà déjà devant vous ! C'est un véritable créateur de la chose politique. Une nouvelle école tout court. Heidegger dirait simplement de lui Da-sein, c'est-à-dire «l'être-là» De l'autre côté, son Alter égo Boni Yayi a été révélé ces dernières décennies comme un Objet Politique Non Identifié (OPNI) qui défie les lois de la certitude et des compromis. Un véritable acteur politique qui dément royalement sur lui, toute probabilité politique. Même aux pires moments où tout semble basculer, où les rudes épreuves du pouvoir enseignent à grandir, où la confiance et la sérénité deviennent les ultimes remparts, l'acteur reste intact. Il sait se sortir grandi. Soit, il n'est sans doute pas l'homme idéal du sérail étatique, mais il pourrait incarner un modèle mythique de la légende béninoise à définir…sait-on jamais. Ces deux espèces politiquement rares en voie de disparition ont la possibilité à eux deux, le pouvoir de réconcilier Dieu et le Diable pour qu'enfin, les portes du paradis politique s'ouvrent dans les cieux béninois. Car il faut le savoir, la paix existe toujours, même entre le marteau et l'enclume, si personne ne soulève l'enclume.
Romuald Boko

SOMMAIRE

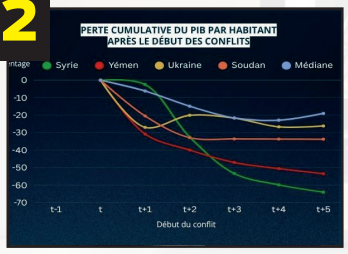
05

L'orientation budgétaire pour 2026 en débat

10

Le développement à l'horizon 2060

12



Un milliard de vies fragilisées

16

Point de la première étape sur la démocratie

17

Donald Trump et la diplomatie du deal, une opportunité pour l'Europe

L'AUTRE AFRIQUE

Mensuel international indépendant d'informations, d'analyses et de publicité

Direction Générale

France

Tél: **+33 626 656 588**

Bénin

Tél: **+229 96 84 24 24**

Directeur de Publication

Romuald A. Boko

Directeur de la Rédaction

François Charles

Direction Commerciale

Léila Amara

Glwadys Bonou

Rédaction

Keneth Smith, François Charles, Romuald Boko, Abla Merzougui Lahket, Armel Kuassi Johnson, Eudes DIARRA, Olivier KPONSOU, Nazaire Cesar, Yasmine Gounongbé, Edmond Sossou

Collaboration

Abdel Karim

Folakè Ayekoro

Koffi Albert ADANDJI

Grace Adriba

Edition

L'Autre Afrique

Maquette et mise en page

+229 97 581 067

www.lautre-afrique.com

www.lautre-afrique.com

E DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

BÉNIN

L'orientation budgétaire pour 2026 en débat

Conformément aux dispositions de l'article 59 de la loi organique N° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances, les députés ont, sous l'autorité du président Louis Gbèhounou VLAVONOU, fait le Débat d'orientation budgétaire (DOB) ce vendredi 27 juin 2025 au Palais des Gouverneurs à Porto-Novo. À cette occasion, M. Romuald WADAGNI, ministre d'Etat de l'économie et des finances en charge de la coopération est revenu sur quelques informations.

Dans son rapport, la Commission des finances et des échanges présidée par l'he Gérard GBÉNONCHI a présenté la situation économique et financière sur la période 2022-2024 et aperçu sur l'année 2025 ; les perspectives économiques et financiers sur la période 2026-2028 ; les audiences publiques ouvertes au secteur privé, aux organisations de la société civile, à l'ANCB, aux Citoyens et au Conseil économique et social (CES) ; et en dernier point, les discussions, recommandations et avis de la commission.

Après la situation économique sur la période 2022-2024, le rapport a informé que la mobilisation des recettes publiques poursuit sa bonne progression. « Le montant total collecté par les régies financières en 2024 s'élève à 1.895, 6 milliards de FCFA, soit 14,6 % du PIB. Ce montant représente une amélioration de 26,5 % par rapport aux recettes collectées trois (03) ans plus tôt et une progression de 154,2 % en neuf (09) ans », a-t-il indiqué.

Pour ce qui est des dépenses publiques, elles affichent une hausse, à l'instar des recettes, portées par les dépenses d'investissement et de soutien à l'entreprise et aux ménages. Elles s'établissent à 2.344,8 milliards de FCFA en 2024 contre 1086,3 milliards de FCFA en 2016, soit une augmentation de 115,9 % pour une progression des dépenses d'investissement de 213,0 %. Les dépenses ordinaires quant à elles, affichent une hausse de 77,9 % en lien avec l'option faite par le Gouvernement de changer la structure des dépenses de l'Etat pour l'arrimer à sa politique de développement. Ainsi la part des dépenses d'investissement est passée de 28,1 % en 2016 à 40,7 % en 2024 tandis que celle des dépenses ordinaires a été réduite de 12,6 points en s'affichant à 59,3 % en 2024 contre 71,9 % en 2016. En pourcentage du PIB et contrairement aux recettes, les dépenses affichent une baisse au cours de ces trois dernières années conformément à la politique de consolidation budgétaire du gouvernement. Elles s'établissent à 18,0 % du PIB en 2024 contre 19,8 en 2022.

Loi de finances 2025

Elle affiche une réduction prévisionnelle du déficit budgétaire. Le déficit est prévu à 441,1 milliards de FCFA. En pourcentage du PIB, il s'afficherait à 2,9 % contre 3,0 % enregistré en 2024. Cette réduction s'inscrit dans la stratégie du Gouvernement de maintenir le déficit en dessous des 3,0 % du PIB. Elle serait consécutive à une augmentation des ressources des opérations budgétaires de 11,8 % contre une hausse de 10,8 % pour les charges. Au total, la loi de finances 2025 est équilibrée en ressources et en charges à 3.551,0 milliards de FCFA.

Les perspectives 2026-2028

En ce qui concerne les perspectives économiques sur la période 2026-2028, il faut dire que le Gouvernement va consolider les acquis du PAG 2021-2026. Ainsi il continuera de créer les conditions pour raffermir les bases de la transformation structurelles de l'économie afin de maintenir la forte croissance de l'économie observée au cours des cinq (05) dernières années. L'année 2026 mar-

quera l'extension du programme de prise en charge des naissances à travers la mise à disposition des suppléments alimentaires au profit des femmes enceintes et des enfants couvrant les 1000 premiers jours après la naissance aux 77 communes au profit des enfants de 6-23 mois, des femmes enceintes et allaitantes. Il est prévu également une extension des interventions de nutrition aux enfants de 2-4 ans. En plus du volet nutrition, les actions visant la qualité de l'éducation, la poursuite de l'opérationnalisation de Sèmè-City, le renforcement et la modernisation du plateau technique sanitaire seront poursuivis et renforcés. Au plan des finances publiques, l'Etat maintiendra un cadre financier assaini. Dans le même ordre d'idées, il sera maintenu la rigueur dans la gestion des finances publiques et ouvrira assez tôt les discussions pour le renouvellement du programme économique et financier avec le Fonds monétaire international (FMI). Par ailleurs l'Etat continuera de maitriser la progression des dépenses de fonctionnement de l'administration publique et l'emphase sur l'investissement en mettant un point d'attention sur leur efficacité et leur efficience. En ce qui concerne les perspectives financières, elles affichent un maintien de la consolidation budgétaire. Les ressources totales des opérations budgétaires de l'Etat devraient s'inscrire en hausse de 12,8 % en 2026 et 12,3 % en moyenne annuelle sur la période 2026-2028. Quant aux charges des opérations budgétaires de l'Etat, elles afficheraient une progression de 11,2% en 2026 et de 11,3% en moyenne annuelle sur la période 2026-2028. Il en résulterait progressivement en pourcentage du PIB en passant de 2,7% du PIB en 2026 à 2,6% en 2028.

Les préoccupations et recommandations des députés

Elles portent sur la nécessité de centraliser les lignes budgétaires dédiées à la maîtrise de l'eau pour en faire un projet; les raisons qui justifient la faible consommation des crédits au niveau des communes et les mesures prises pour y remédier; le non reversement des impôts locaux aux collectivités territoriales; la nécessité de repenser le mécanisme d'approvisionnement des industries en matières premières; la création d'un département chargé de suivre les questions de politiques économiques avec le Nigeria; le renforcement de la ligne budgétaire destinée au volet sécurité; la mise en place d'une politique de renforcement de l' employabilité des jeunes; la réorientation du budget vers l'interconnexion des petits exploitants agricoles pour alimenter les cantines scolaires; la création d'une base de données pour les artisans détenteurs de Certificat de Qualification au Métier (CQM) et de Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) en vue de favoriser la création et la promotion des PME; la nécessité de veiller aux intérêts des entreprises nationales en sous-traitance avec les multinationales; la mise à disposition de la représentation nationale, d'un document de stratégie quinquennale sur la planification des politiques publiques; la création de nouvelles zones économiques spéciales en tenant compte des potentialités géographiques du pays; la réorientation des ressources vers le maillage des services des GSM en lien avec le programme de Microfinance; la promotion

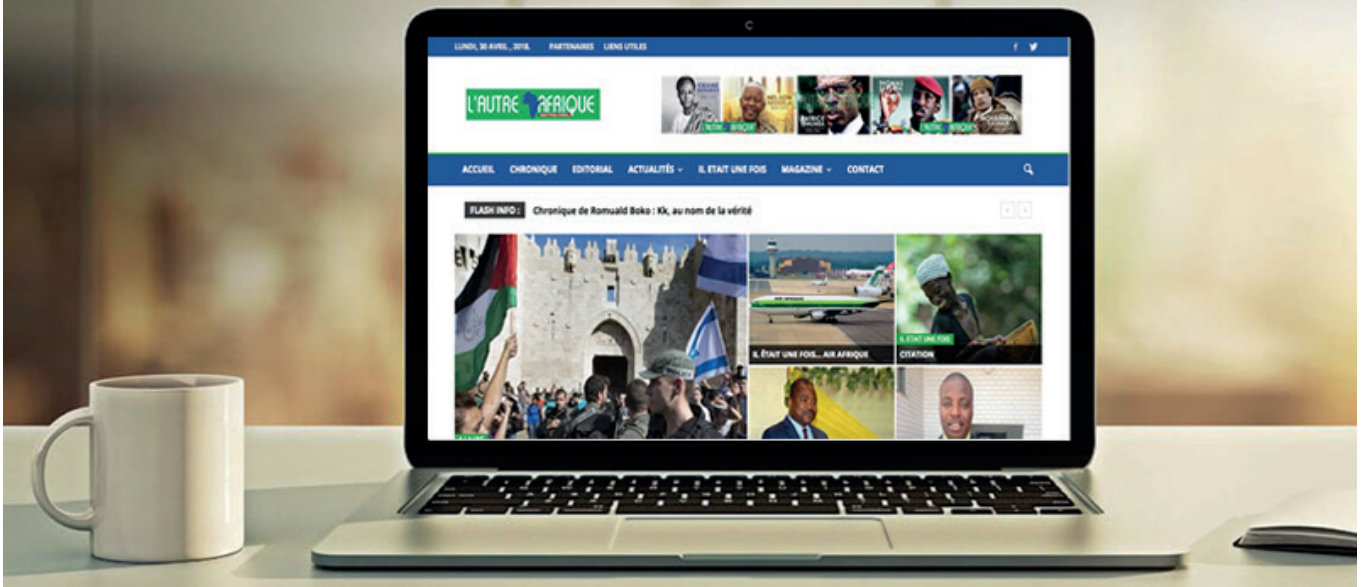
de l'emploi décent à travers le renforcement du dialogue social; l'existence ou non d'un dispositif de gestion des risques en cas de chocs exogènes; la nécessité de sensibiliser les coopératives d'aménagement rural (CAR) aux fins de leur contribution au budget des communes; la nécessité d'un projet agricole structurant de mise en valeur de la basse et moyenne vallée de l'Ouémé, de la pleine arrivialle de Karimama et du Bassin du Mono pour une exploitation optimale de leurs potentialités économiques; la réalisation des routes Parakou-Kika-Babo et Parakou-Pèrèrè-Nikki en vue de renforcer les échanges avec le Nigeria; la poursuite de la construction des centres de santé sur toute l'étendue du territoire national; les clarifications sur le reversement des Aspirants au métier d'enseignant (AME) en agent en agent permanent de l'état; la formalisation des entreprises exerçant dans l'informel notamment celles relevant du secteur productif; le renforcement du suivi-évaluation des projets; la prise en charge de l'impact de la fermeture des frontières dans le cadrage macro-économique; le niveau de prise en compte du dividende démographique dan le cadrage macro-économique; les précisions sur les secteurs soutenant l'augmentation de 12, 8% de recettes budgétaires en 2025; le coût élevé des financements octroyés aux PME; l'amélioration du programme cantines scolaires et son extension aux écoles non encore bénéficiaires...

Face aux réponses, les députés ont recommandé au Gouvernement de centraliser les lignes budgétaires dédiées à la maîtrise de l'eau pour en faire un projet; réorienter le budget vers l'interconnexion des petits exploitants agricoles pour alimenter les cantines scolaires; créer de nouvelles zones économiques spéciales selon les potentialités géographiques du pays; veiller aux intérêts des entreprises nationales en sous-traitance avec les multinationales; sensibiliser les coopératives d'aménagement rural (CAR) aux fins de leur contribution au budget des communes; renforcer le suivi-évaluation des politiques publiques; réduire le coût des financements octroyés aux PME; améliorer le programme cantines scolaires et l'étendre aux écoles non encore bénéficiaires.

Hermann OBINTI

L'AUTRE AFRIQUE

Quand l'Afrique s'éveillera...



CHRONIQUE

POLITIQUE

ANALYSES

CHRONIQUE

ECONOMIE

INTERNATIONAL

MAGAZINE

AFRIQUE

L'AUTRE AFRIQUE

www.lautre-afrique.com

© SERGE

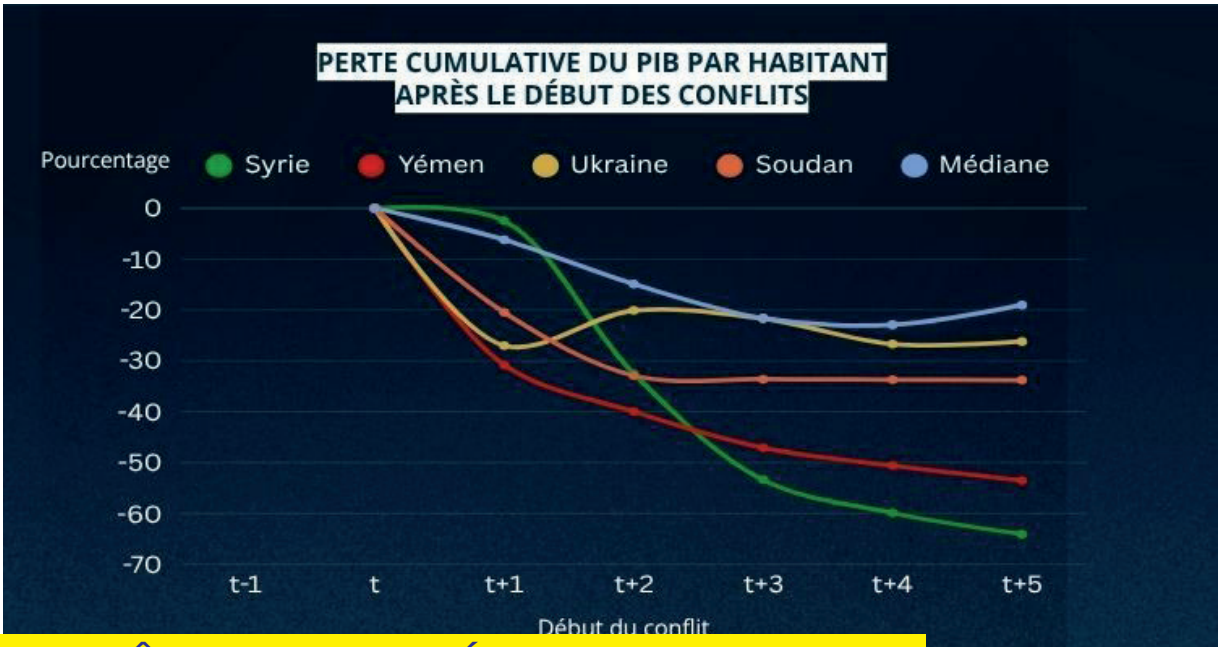
BÉNIN 2060 ALAFIA

Le développement à l'horizon 2060

Après Bénin Alafia 2025, le Bénin a adopté la vision Bénin 2060 Alafia, cadre de référence unique pour le développement à long terme.

Intitulée : « Bénin 2060 Alafia, un monde de splendeurs » et s'énonce comme suit : « A l'horizon 2060, le Bénin est un pays de paix, de prospérité, de bonne gouvernance, de rayonnement culturel et international et de bien-être commun ». L'énoncé court est : « Bénin 2060, un pays de paix, de bien-être commun et de rayonnement ». Elle repose sur quatre piliers : la paix, la bonne gouvernance, la prospérité et le rayonnement culturel et international. Elle se décline en 09 orientations stratégiques et 15 objectifs stratégiques, conçus pour guider le développement du pays sur les 35 prochaines années. « Un monde de splendeurs » porté dans le slogan de la Vision évoque un Bénin transformé, rayonnant par la beauté de sa culture, la qualité de vie de ses citoyens et l'exemplarité de ses institutions. C'est un espace où la paix durable, la prospérité, la richesse culturelle et le bien-être créent une société béninois épanouie et admirée sur la scène

internationale. Ce monde reflète l'harmonie entre le développement matériel, l'excellence morale et le rayonnement du pays. Le texte adopté indique que la Vision est représentée par le symbole « Maison ». Cette « Maison » est le fruit d'une construction commune des Béninois. Elle est resplendissante, magnifiquement construite avec des matériaux nobles. Elle impressionne par sa prestance et son excellent état d'entretien, reflet d'un soin constant et attentif. Elle représente une nation unie, enracinée, solidaire, qui offre à chacun un espace de dignité, de sécurité et d'épanouissement. Elle reflète un Bénin prospère, un pays qui rayonne et s'impose comme un modèle de développement. Chaque pièce est soigneusement aménagée et la maison respire l'harmonie, l'abondance et l'innovation indépendamment de l'état de son environnement. Elle symbolise un Bénin résilient et prospère, qui continue de croître malgré les défis, en préservant son harmonie et son bien-être. Il faut dire que la mise en œuvre de la Vision 2026 s'organise en quatre grandes séquences. La première couvre la période 2026-2035 et vise la consolidation des acquis. La deuxième, de 2036 à 2045, cible l'affirmation du modèle de développement inclusif. La troisième, de 2046 à 2055, marque l'approfondissement du développement durable. La dernière, de 2056 à 2060, consacre la pérennisation du bien-être social. Un dispositif de suivi flexible accompagne le processus. Il garantit l'adaptabilité de la mise en œuvre face aux évolutions nationales, régionales et internationales. Ainsi la Vision 2060 servira de socle à l'élaboration des plans de développement quinquennaux et sectoriels, garantissant ainsi la continuité de l'action publique dans le respect des aspirations nationales. Avec cette avancée majeure, le Bénin franchit un nouveau cap dans la construction d'un État moderne, résilient et visionnaire.



EXTRÊME PAUVRETÉ DANS LE MONDE

Un milliard de vies fragilisées

Les conflits et l'instabilité ont des effets dévastateurs sur 39 économies du monde, où ils entraînent une progression plus rapide de l'extrême pauvreté et aggravent l'insécurité alimentaire aiguë, rendant encore plus inaccessibles plusieurs objectifs clés de développement. Tel est le constat de la première évaluation complète post-COVID de l'état des pays en situation de fragilité et de conflit réalisée par la Banque mondiale.

Alors que les conflits sont plus fréquents et plus meurtriers depuis le début de cette décennie, ces économies fragiles accumulent toujours plus de retards sur les principaux indicateurs de développement. Depuis 2020, leur PIB par habitant a perdu 1,8 % par an en moyenne, alors qu'il a augmenté de 2,9 % dans les autres économies en développement. En 2025, les économies en proie à un conflit ou à l'instabilité concentrent à elles seules 421 millions de personnes vivant avec moins de 3 dollars par jour, soit plus que toutes les autres économies réunies. D'ici à 2030, ce chiffre devrait atteindre 435 millions de personnes, ce qui représenterait près de 60 % de la population mondiale en situation d'extrême pauvreté. « Depuis trois ans, le monde a les yeux rivés sur les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, et cette attention internationale est encore plus forte aujourd'hui, souligne Indermit Gill, économiste en chef du Groupe de la Banque mondiale. Pourtant, plus de 70 % des personnes dans le monde qui souffrent des conflits vivent en Afrique. Faute de remède, cet état devient chronique. La moitié des pays touchés aujourd'hui par des conflits ou l'instabilité le sont déjà depuis 15 ans, voire plus. Un tel degré de misère a inévitablement des effets contagieux. »

Si l'objectif mondial visant

à mettre fin à l'extrême pauvreté n'a pas pu être atteint jusqu'à présent, c'est en grande partie parce que celle-ci est désormais concentrée dans des régions du monde où il est le plus difficile de progresser. Comme le souligne le rapport, sur les 39 économies actuellement considérées en situation de conflit ou d'instabilité, 21 sont le théâtre d'un conflit en cours.

Le taux d'extrême pauvreté y avoisine les 40 %, alors qu'il a été ramené à un chiffre (à peine 6 %) dans l'ensemble des économies en développement. Leur PIB par habitant, actuellement de l'ordre de 1 500 dollars par an, n'a pratiquement pas évolué depuis 2010, alors même qu'il a plus que doublé dans les autres économies en développement, pour atteindre 6 900 dollars en moyenne. En outre, les économies en proie à des conflits ou à l'instabilité ne sont pas parvenues en général à créer suffisamment d'emplois pour suivre le rythme de leur croissance démographique. En 2022, dernière année pour laquelle on dispose de données, elles comptaient plus de 270 millions de personnes en âge de travailler, dont la moitié à peine avaient un emploi.

« Ces quinze dernières années, les pays touchés par les conflits et l'instabilité ont stagné économiquement au lieu de croître, souligne Ayhan Kose, économiste en chef adjoint du Groupe de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives. La communauté internationale doit accorder une plus grande attention à la situation critique de ces économies. Il ne sera pas facile de relancer la croissance et le développement dans de tels environnements, mais c'est possible — comme le prouve l'expérience passée. Grâce à des politiques ciblées et à un soutien international plus fort, les responsables publics peuvent prévenir les risques de conflit, renforcer la gouvernance, accélérer la croissance et créer des emplois. »

La fréquence et la létalité des conflits sur une période de cinq ans ont plus que triplé depuis le début des années 2000, avec des répercussions sensibles sur l'ensemble des indicateurs de développement. L'espérance de vie est de 64 ans en moyenne dans les pays en proie à un conflit ou à l'instabilité, soit sept ans de moins que dans les autres économies en développement. Les taux de mortalité infantile y sont plus de deux fois plus élevés. La proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire aiguë atteint 18 %, soit un chiffre 18 fois supérieur à la moyenne observée dans les autres économies en développement. Et 90 % des enfants d'âge scolaire ne maîtrisent pas les normes d'aptitudes minimales en

lecture. Par ailleurs, les conflits ont tendance à perdurer, et leurs répercussions économiques sont à la fois considérables et durables. La moitié des économies en situation de conflit ou d'instabilité aujourd'hui le sont depuis 15 ans au moins. Les conflits de haute intensité, qui se caractérisent par une mortalité de plus de 150 décès pour un million d'habitants, sont généralement suivis d'une chute cumulée d'environ 20 % du PIB par habitant après cinq ans.

Tous ces chiffres montrent en creux les bénéfices que pourraient apporter les efforts de prévention des conflits. Le rapport fait notamment observer que « les systèmes d'alerte précoce en cas de conflit — en particulier ceux qui détectent en temps réel l'évolution des risques – permettent des interventions rapides, qui sont beaucoup plus rentables que celles déployées après la survenue d'une flambée de violence ». Prévenir les conflits signifie également réduire la « fragilité », c'est-à-dire les carences de gouvernance qui limitent la capacité des institutions d'un État à impulser un progrès économique durable, à maintenir la paix et à faire respecter la justice.

Même en situation d'instabilité, ces économies fragiles disposent d'atouts qui pourraient relancer la croissance si les politiques adéquates sont mises en place, analyse le rapport. Les bénéfices tirés des ressources naturelles (minéraux, forêts, pétrole, gaz et charbon) représentent en moyenne plus de 13 % de leur PIB, soit trois fois plus que dans les autres économies en développement. Plusieurs pays, en particulier la République démocratique du Congo, le Mozambique et le Zimbabwe, sont riches en minerais nécessaires aux technologies d'énergie renouvelable telles que les véhicules électriques, les éoliennes et les panneaux solaires.

Avec une population jeune et en pleine expansion, ces économies disposent aussi d'un important avantage à long terme. Dans la plupart des économies avancées et en développement, la population en âge de travailler a déjà commencé à se stabiliser voire à diminuer. Ce n'est pas le cas dans les économies en proie à des conflits ou à l'instabilité, où elle devrait augmenter régulièrement dans les prochaines décennies : d'ici à 2055, près de deux personnes sur trois dans ces pays seront en âge de travailler, soit une proportion plus élevée que partout ailleurs dans le monde. Toutefois, pour parvenir à récolter les fruits de ce « dividende démographique », il faudra accroître les investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures, et développer un secteur privé dynamique capable de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

EL MIKHO TRAVEL & TOURS

Vivez des aventures fascinantes et inoubliables avec nous à travers le monde à un tarif incroyable !

Explorez le monde avec nous et faites le plein de souvenirs exceptionnels !

QUI SOMMES-NOUS

El Mikho Travel and Tours est un tour-opérateur et prestataire de services de classe mondiale, créé en 2012, et spécialisé dans les activités de tourisme, de safaris et de voyages dans la sous-région de l'Afrique Australe (Afrique du Sud et pays environnants).

Nous sommes enregistrés auprès de l'Office du tourisme Sud-Africain et de l'Office du Tourisme et des Transports de la province du Gauteng.

Nos bureaux sont basés à Pretoria, en Afrique du Sud, d'où nous coordonnons les safaris, circuits et voyages que nous organisons dans la sous-région.

Nous offrons des expériences hautement uniques et mémorables, qui s'appuient sur notre expertise et notre engagement à faire en sorte que tous nos clients repartent avec le souvenir d'un merveilleux et agréable séjour dans l'une des régions les plus remarquables de notre planète.

TOURS EFFECTUÉS

TASSES DE CAFÉ (SERVIES)

SERVICES À VALEUR AJOUTÉE

Nous offrons l'un des meilleurs services sur mesure et à valeur ajoutée de l'industrie Sud-Africaine. Que vous ayez besoin d'un chauffeur pour votre véhicule personnel, d'un chauffeur exécutif, d'un transfert aéroport, d'un billet d'avion, ou de logement luxueux, notre équipe se tient à votre disposition, et est prête à vous servir dès la confirmation de votre réservation.

- Transferts et navette aéroport
- Chauffeur exécutif
- Location de véhicules
- Hébergement
- Circuits et voyages organisés
- Billetterie et réservations
- Conférences et événements
- Transferts et navette aéroport

Nous sommes inscrits en tant qu'organisateur de voyages et agent d'affrètement auprès du conseil de réglementation de la province du Gauteng. Aussi, nous entretenons des relations de longue date avec des partenaires voyagistes similairement accrédités, tous aussi expérimentés et opérant dans les autres provinces d'Afrique du Sud. Cela nous permet ainsi d'offrir à notre clientèle un niveau de service sûr et fiable à l'échelle nationale.

CHAUFFEUR EXÉCUTIF

Nous offrons un service de transfert aéroport privé, avec option luxe, et desservons les grands aéroports et agglomérations d'Afrique du Sud.

En réservant votre transfert aéroport à l'avance avec nous, vous avec la certitude qu'un chauffeur professionnel vous recevra à votre arrivée pour vous conduire à votre destination, en toute sécurité et confort.

CIRCUITS ET VOYAGES ORGANISÉS

Avec nous, tous vos déplacements et vos besoins de transport à travers le pays sont couverts! Qu'il s'agisse de circuits saisonniers, d'excursions en vogue ou de visites guidées sur mesure, nous proposons une large gamme de forfaits et prix, qui garantissent des expériences mémorables toutes axées sur la qualité et la sécurité. Pour le confort de nos hôtes, des guides polyglottes sont disponibles sur demande.

HÉBERGEMENT

Des solutions d'hébergement sont disponibles pour les catégories de locataires à court et moyen terme (étudiants, cadres d'entreprises et vacanciers) et en fonction des besoins exprimés. Faites-nous part de vos exigences, nous vous répondrons rapidement avec un éventail de sélections présentant les meilleurs rapports qualité-prix, et vous n'aurez qu'à choisir celles correspondant le mieux à vos besoins.

CONFÉRENCE ET PLANIFICATION D'ÉVÉNEMENTS

Nous répondons à tous les besoins et à toutes les exigences, allant des reunions en comités restreints, aux séminaires d'entreprises et conférences de haut niveau, pour tout type de public. Permettez-nous de vous accompagner tout au long de votre parcours de planification, budgétisation, et de préparation technique (son et éclairage), jusqu'à la clôture de votre évènement.

BILLETTERIE & RÉSERVATION

Rejoignez des centaines de clients satisfaits et laissez-nous vous aider à bénéficier du bon deal pour vos déplacements locaux ou internationaux. Contactez-nous pour recevoir des offres personnalisées et à prix imbattable sur une large gamme d'établissements hôteliers, d'entreprises de location de voitures et de prestataires de voyages.

LOCATION DE VOITURES

Nous facilitons la location de véhicules, pour vous permettre de prendre rapidement la route, afin que vous tiriez le meilleur parti de votre séjour. Les clés d'une large gamme de véhicules haut de gamme vous attendent, pour tous vos besoins et destinations.

VOYAGES ET FORFAITS PERSONNALISÉS

Des forfaits et budgets personnalisés sont disponibles pour les voyageurs friands d'expériences uniques, sur mesure ou basées sur des thématiques particulières (forfait lune de miel, aventure, safari etc...). La sécurité des hôtes est assurée afin de garantir que tout le voyage se déroule sans heurts ni désagréments, et des dispositions particulières sont prises à l'accueil de nos clients, pendant leur sejour et à leur départ.

807 Park st Arcadia, Pretoria South Africa
Tél : 0123432266 Cell : 0737641459 / 0614003271
Email : info@eltraveltours.co.za / www.eltraveltours.co.za

TRIBUNE

Par Mathias HOUNKPE

Point de la première étape sur la démocratie

A l'issue de cette 1ere étape faite de 5 papiers sur la démocratie, je souhaiterais m'arrêter pour faire le point, et mettre en exergue quelques leçons qui se dégagent à ce stade. Ceci est nécessaire avant de passer à l'étape suivante, dans mes réflexions sur la démocratie.

Leçon no.1 : Si, en Afrique, au début des années 60, nous nous sommes éloignés de la démocratie dès que sa mise en œuvre nous a posé des problèmes, cette fois-ci, pour ce qui concerne les expériences de démocratisation commencées depuis la fin des années 80, il nous est plus difficile d'opérer de la même manière. Nous sommes obligés de chercher des solutions différentes.

Leçon no.2 : En Afrique, en dépit de tout, nous continuons à préférer la démocratie ainsi que les principes, pratiques et institutions qui l'accompagnent. Cependant, il faut noter que notre niveau de préférence est sensiblement en baisse alors que, parallèlement, nous souhaitons que la gouvernance s'améliore (e.g., que les institutions de contre-poids fonctionnent mieux).

Leçon no.3 : En général, nous sommes frustrés par rapport à la qualité des élections, au fonctionnement des institutions de contre-pouvoir de même que par la qualité de la gouvernance. Mieux ou pire, au-delà de ces défis auxquels nous devrons nécessairement rechercher des solutions dans les réflexions sur la démocratie et sa mise en œuvre en Afrique, de nouveaux défis apparaissent, par exemple, ceux liés au développement rapide des technologies.

Leçon no.4 : L'histoire nous apprend que l'évolution de la démocratie n'a jamais été linéaire nulle part et, par conséquent, peut-être qu'il est normal, tout simplement, que l'évolution de la démocratie en Afrique ne soit pas non plus un long fleuve tranquille. D'où la fameuse formule prêtée à Churchill, « la démocratie est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres ».

Il m'a paru nécessaire de commencer cette réflexion sur la démocratie par les défis qu'elle nous pose pour une raison toute simple. De fait, à mon humble avis, l'état d'esprit d'un patient, qui consulte un médecin, ne devrait pas être le même selon que ce dernier lui dit : « Votre maladie est unique, je

n'en ai jamais entendu parler ! » ou, au contraire : « Vous savez, 90% des gens autour de vous souffrent de cette même maladie et, pour certains, ils ne savent même pas ! ». Et ceci peut influencer la capacité du patient à appréhender sa maladie.

A suivre !

© Reuters/Mena Today /Ken Cedeno

Donald Trump et la diplomatie du deal, une opportunité pour l'Europe

Le 27 juin 2025, le Rwanda et la RDC ont signé à Washington un accord de cessez-le-feu historique, sous médiation américaine. Il visait à mettre fin à plusieurs mois d'escalade militaire, marqués notamment par la prise de Goma par le M23 en janvier, une milice appuyée par le Rwanda.

Ce cessez-le-feu a été salué comme une avancée majeure pour les civils, premières victimes d'un conflit qui a fait plusieurs milliers de morts et déplacés. Mais derrière la façade diplomatique se dessine une réalité plus stratégique : l'appétit américain pour les ressources de l'Est congolais.

Cette région, riche en cobalt, coltan et autres minerais critiques, est devenue le cœur d'une rivalité géoéconomique. En 2024, le M23 s'est emparé de la mine de Rubaya, qui fournit à elle seule jusqu'à 30 % du coltan mondial. Si le discours officiel des rebelles évoque des revendications politiques, le contrôle des ressources reste un objectif central, largement au bénéfice du

Rwanda.
Pour Donald Trump, cet accord intervient comme un coup diplomatique. En organisant sa signature à Washington, il affiche sa capacité à imposer un «deal» gagnant-gagnant : paix apparente contre accès privilégié aux ressources. Mais cette diplomatie du deal, hautement transactionnelle, interroge sur sa durabilité et sur les véritables bénéficiaires du compromis.
Les contours exacts de l'accord économique restent flous, mais il semble clair que les ressources naturelles de l'Est de la République Démocratique du Congo sont au cœur de ce compromis. En échange de la sécurisation de la région et d'une paix fragile, les États-Unis pourraient obtenir un accès privilégié aux minerais stratégiques de la RDC, notamment le cobalt, le coltan et le cuivre, indispensables à la transition énergétique mondiale et à la production de technologies de pointe. Si l'on ajoute à cela la prise de contrôle des mines par le M23, comme celle de Rubaya pour le coltan, il est probable que l'accès à ces ressources devienne un élément central du deal.
Le Rwanda, quant à lui, pourrait également tirer profit de cet accord. Outre son rôle d'intermédiaire dans le trafic des ressources congolaises, il pourrait renforcer son influence dans la région des Grands Lacs. Toutefois, la question de la répartition des bénéfices reste ouverte : le pays, tout en étant acteur central de ce cessez-le-feu, pourrait voir ses intérêts alignés avec des entités moins transparentes, notamment à travers son soutien au M23 et la prise de territoires stratégiques.
Cette diplomatie transactionnelle, ou diplomatie du deal, est l'essence même de la politique de Donald Trump. Bien que ce modèle ne soit pas inédit, Trump en est devenu un véritable ambassadeur. Le principe est simple : des accords rapides et pragmatiques, souvent sous forme de transactions économiques où chaque partie reçoit ce qu'elle veut, à condition que cela soit directement en lien avec des intérêts économiques concrets. Ce n'est pas tant la résolution durable des conflits qui prime, mais la gestion rapide des enjeux à travers des compromis où le gagnant-gagnant prime sur la durabilité de la paix.

©BBC News Afrique

Trump avait déjà expérimenté cette méthode en tentant de trouver une solution rapide au conflit russo-ukrainien, où l'idée d'une division des terres rares ukrainiennes en échange d'un cessez-le-feu avait été avancée. Ce n'était ni une démarche fondée sur la justice ni une réconciliation historique, mais un modèle qui repose sur des considérations strictement économiques. Le deal était simple : une paix rapide en échange d'un contrôle accru sur les ressources naturelles. Mais, en dépit de la rapidité de ces accords, des questions se posent sur leur durabilité. En effet, si un cessez-le-feu peut régler les symptômes immédiats d'un conflit, il ne garantit en aucun cas qu'il résoudra les causes profondes des tensions, qu'elles soient ethniques, politiques ou géopolitiques. La question reste donc : sur le long terme, ces accords peuvent-ils réellement pacifier des régions où les fractures sont aussi profondes ?

Toutefois, cette diplomatie du deal, bien qu'axée sur des intérêts économiques immédiats, crée paradoxalement un espace pour d'autres acteurs internationaux. En se positionnant dans une logique purement mercantiliste, les États-Unis laissent vacantes des dimensions essentielles de la résolution des conflits : la reconstruction institutionnelle, la consolidation de la paix, et la justice transitionnelle. Autant d'aspects que l'Union européenne est historiquement mieux outillée pour traiter, notamment à travers ses outils de coopération, ses partenariats avec les acteurs régionaux africains et sa capacité à promouvoir une gouvernance inclusive.

Face à cette nouvelle forme de diplomatie, comment l'Europe pourrait-elle réagir ? Bien que l'accord signé à Washington mette en avant la sécurité des populations civiles, il reste difficile de croire que ce cessez-le-feu soit un remède durable aux tensions ethniques qui rongent la région, ou à la volonté du Rwanda d'étendre son influence en Afrique centrale. L'histoire récente du M23, soutenu par Kigali, montre que l'enjeu dépasse largement la simple question de sécuriser le territoire. C'est là que l'Europe peut jouer un rôle décisif, en insistant sur les racines des conflits. Plutôt que de se contenter de simples accords économiques, l'Europe

pourrait promouvoir une diplomatie fondée sur des valeurs humaines : réconciliation intercommunautaire, respect des droits humains et réduction des inégalités. Ces initiatives devraient aller au-delà de la simple résolution des conflits armés et viser à réparer les fractures sociales qui nourrissent la violence dans des régions comme le Kivu.

L'Europe, forte de son expérience multilatérale et de son engagement en faveur des droits de l'homme, pourrait adopter une approche plus intégrée et structurante. En s'appuyant sur des partenariats régionaux solides avec l'Union Africaine et d'autres acteurs locaux, elle pourrait œuvrer pour un règlement des conflits plus équitable et durable.

Cette approche européenne, ancrée dans une vision de long terme, contraste fortement avec la logique de court terme américaine. Alors que la diplomatie trumpienne transforme les conflits en opportunités d'affaires, l'Europe pourrait incarner un contre-modèle: celui de la stabilité par le développement durable, le renforcement institutionnel et la coopération équilibrée. Dans un contexte de recomposition des puissances, cela offrirait à l'Union européenne une chance unique de redéfinir sa place sur l'échiquier mondial, notamment en Afrique.

Soutenir des processus de paix inclusifs : L'Europe devrait promouvoir des dialogues de paix où toutes les parties prenantes – y compris les communautés locales et les minorités ethniques – soient représentées. Cela permettrait de répondre à la question des tensions interethniques qui persistent dans la région.

Renforcer la gouvernance des ressources naturelles : La gestion des ressources minières doit être plus transparente et plus équitable. L'Europe pourrait plaider pour des accords internationaux visant à réduire l'exploitation illégale et à assurer une meilleure redistribution des bénéfices aux communautés locales.

Promouvoir des solutions durables : L'Europe doit aussi se positionner comme un partenaire à long terme en matière de reconstruction et de développement durable. Plutôt que de simplement gérer les crises, l'Europe pourrait investir dans des programmes de développement socio-économique qui apportent une vraie valeur ajoutée aux pays concernés, et éviter ainsi les pièges de l'approche transactionnelle.

Pour faire face à cette montée de la diplomatie transactionnelle, l'Union européenne devrait formaliser une stratégie plus cohérente en Afrique, articulée autour de trois axes :

- Renforcer sa présence diplomatique et sécuritaire dans les régions à haute instabilité comme les Grands Lacs, afin de ne pas laisser le terrain aux logiques unilatérales.
- Investir massivement dans les infrastructures locales, l'éducation et la gouvernance, pour asseoir un développement qui réduise la dépendance aux logiques extractivistes.
- Nouer des partenariats équitables dans l'exploitation des ressources, fondés sur la transparence, le partage de valeur et le respect des communautés locales.

En capitalisant sur ses forces – coopération multilatérale, droits humains et développement durable – l'Europe pourrait ainsi proposer une diplomatie alternative, plus éthique et plus stabilisatrice, non seulement en Afrique, mais dans l'ensemble du Sud global.

Rédigé par Rémi Takerkart, stagiaire analyste géopolitique : Ex-directeur marketing dans l'industrie musicale, la culture et les start-ups, Rémi se reconverti dans les Relations Internationales. Étudiant en Master Cybersecurité, Défense et Gestion des Risques à l'ILERI Bordeaux, il se spécialise dans l'OSINT, et l'analyse géopolitique. Ses zones de prédilection sont le Moyen Orient et l'Afrique.

Sources : https://www.amnesty.fr/conflits-armes-et-populations/actualites/republique-democratique-du-congo-les-civils-en-danger-alors-que-le-conflit-sintensifie-dans-lest-du-pays
https://information.tv5monde.com/afrique/la-rdc-et-le-rwanda-signent-un-accord-de-paix-2778721
https://information.tv5monde.com/afrique/video/la-voie-une-nouvelle-ere-de-stabilite-la-rdc-fete-son-independance-trois-jours-apres
https://www.state.gov/accord-de-paix-entre-la-republique-democratique-du-congo-et-la-republique-du-rwanda/

GDIZ
GLO-DJIGBÉ INDUSTRIAL ZONE
ZÈ-BÉNIN

GLO-DJIGBÉ INDUSTRIAL ZONE ZÈ-BÉNIN (GDIZ)

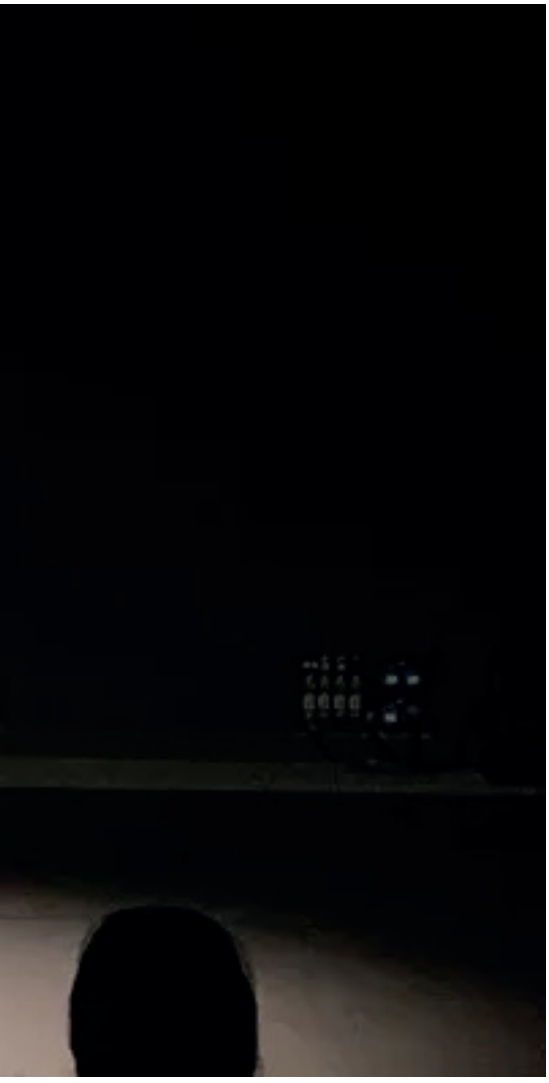
ACCÉLÉRATEUR DE TRANSFORMATION

FÊTE DE LA MUSIQUE

Quand le soft power français danse au rythme des réseaux

Une célébration devenue stratégie

Initiée en 1982 par Jack Lang, alors ministre de la Culture, la Fête de la Musique s'est imposée au fil des décennies comme un marqueur culturel incontournable. Mais ce que beaucoup percevaient encore, il y a peu, comme une tradition festive hexagonale s'est progressivement métamorphosé en un outil d'influence, porteur d'un véritable pouvoir d'attraction à l'échelle globale. À l'aune de l'édition 2025, cette dynamique est devenue flagrante : au croisement de la diplomatie culturelle, de la viralité numérique et d'un renouvellement profond des représentations, la Fête de la Musique incarne aujourd'hui une forme aboutie de soft power à la française. Un modèle que les acteurs de la communication sur le continent africain gagneraient à observer de près.



portée à l'international par le réseau des ambassades, des Alliances françaises et des Instituts culturels. Chaque 21 juin, la France étend ainsi son empreinte culturelle bien au-delà de ses frontières, dans une logique de rayonnement doux et inclusif. Ce déploiement s'inscrit dans une stratégie assumée de diplomatie culturelle, qui valorise à la fois la francophonie, la diversité artistique et une certaine idée de la convivialité populaire. Une approche qui s'apparente à une politique de marque, construite sur la durée, avec des codes, des rituels et une identité cohérente.

La musique urbaine comme levier de coolitude

Mais si l'événement séduit autant, c'est aussi parce qu'il sait se réinventer au rythme des sensibilités contemporaines. Ces dernières années, les artistes urbains français — au premier rang desquels Aya Nakamura — ont profondément renouvelé l'imaginaire associé à la Fête de la Musique. En incarnant une France jeune, métissée, mondialisée et connectée, ces figures donnent à l'événement une résonance qui dépasse les clivages générationnels ou culturels. L'apparition d'Aya Nakamura au Pont des Arts à Paris, dans une prestation mêlant ses tubes et un hommage à Charles Aznavour, a généré plus de 60 000 vidéos TikTok et plus de 200 millions de vues. L'effet d'identification et de viralité s'est fait sentir bien au-delà de l'Hexagone : cette année, des festivaliers sont venus de Londres, Berlin ou Amsterdam, attirés par l'énergie de cette fête urbaine, gratuite et accessible. C'est là que réside une leçon essentielle : la force d'un événement ne réside pas uniquement dans sa programmation, mais dans sa capacité à activer des imaginaires aspirants.

L'institutionnalisation d'une marque culturelle mondiale

Derrière son apparente spontanéité, la Fête de la Musique est devenue une opération d'image parfaitement maîtrisée. Célébrée désormais dans plus de 120 pays et plus de 700 villes, elle est

Les réseaux sociaux comme chambre d'écho mondiale

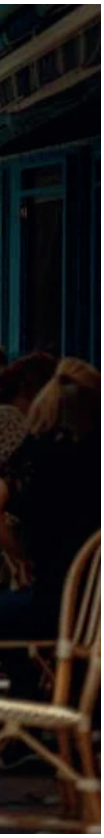
La bascule numérique a décuplé l'impact de la Fête. En 2025, le hashtag #fetedelamusique a généré plus de 139 millions de vues sur TikTok, avec une moyenne de 8 000 vues par post. En y associant des hashtags comme #pourtoi, #summer, ou #djmix, les créateurs ont activé des effets de viralité exponentiels. Sur Instagram, l'événement a été fortement relayé à travers des carrousels, Reels et Stories, mêlant contenus artistiques, moments partagés et esthétiques de l'instant. On observe également une montée en puissance de l'engagement en amont de l'événement, avec des hashtags comme #21juin2025 ou #sunset qui témoignent de l'attente et de l'appropriation collective du moment.

Ces dynamiques traduisent une réalité stratégique : à l'ère de la communication par les usages, ce sont les publics qui font l'événement. En activant les communautés numériques autour d'un calendrier clair, d'une narration partagée et d'un socle émotionnel commun, la Fête de la Musique devient une marque immatérielle portée par les gens, pour les gens.

Un modèle d'influence duplicable à l'échelle africaine ?

Si cet exemple interpelle, c'est aussi parce qu'il suggère une méthodologie reproductible. Dans de nombreux pays africains, les fêtes culturelles existent mais peinent encore à devenir des vecteurs de marque ou d'influence nationale. Le potentiel est pourtant immense. Que ce soit à travers les nuits musicales d'Abidjan, les festivals de rap de Dakar, les scènes alternatives de Kinshasa ou les clubs de Nairobi, les territoires d'expression artistique sont bien présents. Ce qui manque souvent, c'est une stratégie articulée entre institutions, créateurs et plateformes numériques, pour faire de ces rendez-vous des dispositifs de soft power pleinement assumés.

Ce type de stratégie suppose trois préalables : une vision politique de la culture, une valorisation des artistes émergents comme porteurs de fierté nationale, et une capacité à mobiliser les outils du digital pour docu-



menter, partager et ritualiser l'expérience collective. Le cas français montre qu'un événement populaire, bien pensé, peut devenir un levier d'influence, une vitrine d'identité et un terrain de dialogue symbolique avec le reste du monde.

Conclusion : l'événementiel comme acte d'influence

La Fête de la Musique n'est plus seulement un rendez-vous festif : c'est un manifeste. Un manifeste de ce que peut produire une diplomatie culturelle agile, connectée et inclusive. À travers les artistes urbains, les relais numériques, la gratuité des concerts et l'appropriation populaire, la France propose un modèle où la culture devient une interface de marque et un moteur d'attractivité. Ce modèle, s'il est intelligemment adapté, peut inspirer les acteurs africains de la communication, de la création et de l'institutionnel.

Il ne s'agit pas de calquer un format, mais d'en tirer des enseignements. Et parmi eux, celui-ci : dans un monde saturé de récits, les événements incarnés, portés par les communautés, amplifiés par les plateformes, sont sans doute les vecteurs d'image les plus puissants du XXIe siècle.

Par Cyrille Djami – Consultant en communication stratégique et fondateur de CommsOfAfrica

TRIBUNE

Par Cyrille Djami

Quand la communication en santé nous oblige à faire mieux

En Afrique comme ailleurs, la communication traverse une période de remise en question. Crise de confiance, montée des incertitudes, fragmentation des canaux… Dans ce brouhaha permanent, certains secteurs nous rappellent à l'ordre. C'est le cas de la santé. Ici, la communication ne se contente pas d'habiller un message. Elle le rend vital, lisible, et parfois même salvateur. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'intervention de Lebo Madiba, communicante sud-africaine, lors de la récente Africa Health Communications Conference. Sa phrase a marqué les esprits : en santé, la communication n'est pas une fonction support. C'est un bien public.

Lebo Madiba parle d'expérience. Son premier grand projet de communication en santé l'a amenée à coordonner une initiative panafricaine de sensibilisation sur le diabète, aux côtés de ministres de la santé et de journalistes. Une opération à haute intensité, dans un environnement sous pression. De cette immersion, elle a tiré une conviction forte : la communication dans ce domaine ne peut se permettre l'approximation. Elle se doit d'être rigoureuse, empathique et crédible. Car la confiance, ici, ne se décrète pas. Elle se construit dans la durée, avec méthode et engagement.

Ce que dit Madiba, au fond, dépasse largement le seul champ de la santé. Son appel à construire une visibilité qui soit méritée, claire et cohérente entre en résonance avec les défis que rencontrent aujourd'hui tous les communicants du continent. À l'heure des récits fabriqués et de la performance permanente, elle propose un autre chemin : celui d'un personal branding non pas spectaculaire, mais utile. Une marque personnelle ou institutionnelle qui ne cherche pas à briller, mais à inspirer confiance, par sa constance et sa sincérité.

Les secteurs régulés, souvent complexes et exposés, comme la santé, nous rappellent l'essentiel. Dans ces environnements, on ne communique pas pour plaire. On communique pour faire comprendre. Pour orienter. Pour mobiliser avec justesse. La santé nous impose une posture plus humble, plus lucide, parfois plus exigeante. Et c'est précisément cette exigence qui peut aujourd'hui inspirer d'autres sphères : institutions publiques, développement durable, finance inclusive, programmes à fort impact social.

Ce changement de regard sur la communication implique aussi un changement de posture. Il ne s'agit plus seulement d'occuper l'espace, mais de le mériter. Ce que Madiba met en lumière, c'est cette nécessité de faire coïncider visibilité et responsabilité. D'assumer, en tant que communicant, une fonction citoyenne. Et cela suppose de sortir d'une logique purement tactique pour aller vers une démarche stratégique, ancrée dans les réalités locales, mais ouverte sur le monde.

La communication en santé n'a pas le luxe du superflu. Elle doit aller à l'essentiel. Informer, oui, mais avec précision. Mobiliser, oui, mais sans manipuler. C'est cette rigueur-là que nous devons apprendre à généraliser. Non pas en dupliquant des modèles, mais en intégrant cette logique de responsabilité dans notre manière de penser la communication, quel que soit le secteur.

Il y a dans les propos de Lebo Madiba une invitation à faire mieux, mais surtout à faire autrement. Une invitation à réconcilier stratégie, intégrité et impact. Car dans un monde saturé de messages, ce sont les voix justes et sincères qui, au final, font la différence.

Par Cyrille Djami, Consultant en communication stratégique et fondateur de CommsOfAfrica

L'AUTRE AFRIQUE

QUAND L'AFRIQUE S'ÉVEILLERA...

MAGAZINE
PANAFRICAIN D'INFORMATIONS,
D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

www.lautre-afrique.com

Quand l'Afrique s'éveillera...

contact@lautre-afrique.com

+33 626 656 588 / +229 96 84 24 24

BIIC
Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce

Carte Visa Business,

la solution adaptée
à votre entreprise.

www.biic-bank.com | contact@biic-bank.com

Retraits · Achats · Paiements

Gestion simplifiée
de vos dépenses professionnelles

dimart